

Congrès des 3 conseils
22 juin 2012
Notes des élus -CEVU/FSU

(Les mots en italique sont des commentaires des élus)

La séance est organisée en trois temps : 1) historique du président, 2) points de vue contradictoires, 3) comptes-rendus de groupes de travail de la FCS par les participants de Paris Sud.

1- Présentation de J. Bittoun : Historique et état des lieux

Le premier projet IDEX Paris-Saclay, déposé le 17/12/2010 par la FCS suivi d'un oral le 15 mars 2011, est recalé. Point faible évoqué alors : la gouvernance. Son point fort, seul critère ayant obtenu un A, son contenu scientifique pourtant bien faible. Démission du président (P. Vialle) de la FCS remplacé par D. Vernay.

Dès le départ l'objectif est une restructuration forte de l'enseignement supérieur et la recherche. D'où le peu d'importance du contenu scientifique au regard de la question de la gouvernance.

Un second projet, IDEX2, est porté par un groupe de responsables scientifiques conduit par Claude Chappert (directeur IEF). Jacques Bittoun y représente Paris-Sud.

La communauté scientifique serait ainsi représentée par ce groupe autoproclamé d'experts qui préfigure la notion de Sénat académique.

Le projet IDEX2, validé par le CA de l'Université le 13/09/2011, est déposé le 20/09/2011 suivi d'un oral le 4/11/2011. Il ne passe toujours pas aux yeux du jury international qui formule des recommandations. L'articulation entre les 24 partenaires n'est toujours pas convaincante. Une plus grande fusion est demandée. Un second oral est préparé en quelques jours par quelques uns. C'est le fameux diaporama qui organise le découpage en schools de l'IDEX et de la future université Paris-Saclay. L'IDEX2 est retenu le 3/02/2012

Le coup de force ! Le projet Paris-Saclay, cher au président N. Sarkozy, est finalement dicté par ses évaluateurs au plus haut niveau. Il s'agit bien d'un projet profondément politique imposé par la droite au gouvernement. La structuration de la future Université Paris-Saclay, sur un modèle d'organisation entrepreneurial (CA restreint autour d'un président, très peu d'élus des personnels et étudiants), est annoncée.

J. Bittoun nous dit dans la suite de la séance qu'il s'agit bien à terme de fonder une université, avec son organisation collégiale. Pour l'instant, le terme d' « université » est une « marque ». Il serait compliqué de changer ultérieurement la marque UPSa si nous démarrions sur un autre terme. Il s'agirait donc de faire avaler la pilule avec une structure transitoire (EPCS) pour emporter le magot, en espérant faire basculer ensuite la barre vers une vraie université dont elle aurait déjà la « marque » sans en avoir les statuts... Le croit-il vraiment ?

Reste à graver dans le marbre l'IDEX2. D'où la volonté de signer une convention (FCS-ANR) qui n'engagerait pas à grand chose et permettrait l'arrivée des premiers financements. Le congrès Paris-Sud du 8 mars s'oppose au travers d'une motion à toute signature précipitée à la veille des élections présidentielles nationales. Après aller-retour entre la FCS et G. Couarraze, la convention est présentée au CA de l'université le 13/04. Au final l'université Paris-Sud s'abstient au CA de la FCS qui adopte la convention (vidée de son contenu arrêtant la gouvernance, mais posant le statut d'EPCS, le calendrier et les jalons de structuration et de financement de l'IDEX puis de l'université Paris-Saclay avec une gouvernance transitoire par la FCS) le 19/04. J. Bittoun succède à G. Couarraze pour être trésorier de la structure IDEX.

Pour la FSU cette signature est un nouveau coup de force de la FCS. La promesse de financements, estimée à 32Millions d'€ par an pour les 22 partenaires (soit en moyenne moins de 2Millions d'€ par établissement), engage à construire une structure d'EPCS bien loin des de garantir les principes d'une université (démocratie collégiale, lien enseignement-recherche, statut des personnels, accès à des formations de qualité pour tous...). C'est toujours la FCS qui pilote le projet au pas de course.

2- Points de vue contradictoires

2.a- J. Bittoun

Le mouvement IDEX est comparable à la réforme LMD pour l'enseignement. Il répond à la nécessité de diminuer le nombre d'établissements en un plus petit nombre d'universités plus visibles, et de décroïsonner les différentes institutions de recherche et d'enseignement supérieur (grands organismes, grandes écoles, universités...).

Il faut rompre avec la vision des écoles qui s'occupent seulement des étudiants les plus brillants tandis que les universités restent à la traîne et accueillent des étudiants de tout niveau. Le projet Paris-Saclay peut changer le paysage universitaire français en intégrant dans un pôle universitaire Polytechnique, Supélec, etc... D'où l'importance de IDEX Saclay première étape de cette ambition.

La méthodologie tient compte de la réalité : impossible de modifier brutalement le statut des établissements. D'où la nécessité de créer une structure de coopération qui crée une visibilité et une marque sans perdre les particularités de chacun : l'EPCS (établissement public de coopération scientifique) UPSa (université Paris-Saclay).

L'IDEX est un espace de mutualisation qui entraîne l'ensemble.

Que signifie « espace de mutualisation » ? Quels principes sous-jacents ? L'IDEX ne marque-t-il pas au contraire une scission entre ce qui est considéré comme excellent, innovant, rentable, et le reste de l'université exclu des financements promis ? C'est bien une université à deux vitesses qui se construit, où ce qui brille n'entraîne plus le reste mais risque plutôt de le vampiriser. Crédits et postes iront bien vers les 30% du périmètre IDEX au détriment des 70% restants de l'université.

Après l'EPCS, il faut créer une véritable université (de type EPSCP - établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel).

Le découpage en schools pose une difficulté dans leur conception car on va y mettre très peu de choses au départ (périmètre IDEX = 30% potentiel université). Il faut les concevoir au mieux pour inclure toute l'université Paris-Sud dans 10 ans et constituer ainsi l'UPSa.

Que se passe-t-il alors pendant les 10 ans à venir ? Comment notre université pourra faire face à la pression des contraintes budgétaires pour assumer ses missions ? Rappelons que l'État consacre deux fois moins de crédits pour former un étudiant de L que pour un étudiant de classe préparatoire.

2.b- P. Capy pour les élus sur les listes FSU

Il existe un consensus pour créer une grande université du sud de la région parisienne.

Mais,

1. que veut-on nous vendre, quelles finalités ?
2. la méthode pose problème : urgence, manque de concertation et d'ordre.

Les choix et les pratiques constatés sont inquiétants :

- Formatage des champs d'enseignement et de recherche : piloté par l'aval (les applications, les besoins d'innovation) et par l'excellence (on ne finance que ce qui est prometteur). Il n'est pas question du L seulement du M et D qui intéressent les grandes écoles. Il faut avoir cette discussion avec nos partenaires.
- Formatage qui s'appuie sur des dérivés (AERES, ANR etc) : financements sur projets basés sur l'excellence et l'innovation, recherche fondamentale effacée, diminution des crédits récurrents, renforcement de l'exclusion des labos non labélisés A+.
- Précipitation, cooptation, opacité, inégalités entre partenaires caractérisent la construction du projet.

Nous connaissons désormais un nouveau contexte politique ; la nouvelle ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche propose des assises : la LRU serait revue, une nouvelle loi d'orientation est prévue pour début 2013. Un audit sur les investissements d'avenir (LABEX, EQUIPEX IDEFI et surtout IDEX) est demandé par les syndicats. On construit pour 10 ans : posons-nous un peu pour réfléchir à ce que l'on souhaite.

L'université doit être au centre du dispositif pour qu'elle fasse valoir ses positions, sans qu'elle soit démantelée.

Propositions :

- Revoir le calendrier, incompatible avec les ambitions du projet, et le coordonner avec le travail sur l'offre de formation de l'université Paris-Sud à mener pour le prochain contrat quadriennal université-État.

- Ne pas tout axer sur les finalisations, ne pas écarter la recherche fondamentale, ne pas raisonner systématiquement en termes d'appels à projets et d'interdisciplinarité.

Quel est le rôle des schools ? Leur nombre ? Tutelles et disciplines s'affrontent à ce sujet. Les groupes de travail ne sont pas écoutés.

La question de la gouvernance dans un modèle EPCS reste ouverte : Sénat, CAC, etc... ne sont pas des structures démocratiques.

Conclusion : besoin de clarté sur les objectifs, de diffusion de l'information, besoin d'être écoutés et entendus.

2.c- Aperçu rapide de la discussion

S. Retailleau (doyenne UFR sciences) : les partenaires industriels attendent un message fort sur les schools (*donc il faut y aller sans tergiverser*) mais gardons la souplesse pour les faire évoluer ensuite.

G. Laschon : la grande université du sud francilien fait consensus car ce n'est qu'un slogan. Qu'entend-on par grande université ? Actuellement, nous avons d'un côté un système écoles élitiste bien financé, de l'autre système mal financé qui s'adresse au plus grand nombre : les universités. Discutons des objectifs avant de discuter des structures.

Rappelons qu'il s'agit du projet Paris-Saclay du président Sarkozy, projet structurant et politique avec des ambitions nationales, imposé grâce à une stratégie de l'urgence qu'il faut stopper, avec cette peur de ne pas prendre le train qui partirait sans nous (mais qui est dans le train et où va-t-il ?).

Orientons le projet vers là où sont les intérêts de notre université.

Le projet EPCS n'a rien à voir avec nos pratiques de collégialité. Nous subissons toutes les difficultés : les décisions nous échappent et on travaille quand même dans des GT dont les propositions ne sont pas prises en compte puisque tout semble décidé en d'autres lieux.

J. Bittoun : Le L est là : le mot "graduate" désignant les M et D a disparu. D'accord pour améliorer la communication.

N. Bensimon (directrice IUT d'Orsay) : Absence des IUT dans tous les groupes à quelque niveau que ce soit.

Etudiant (élu UNEF au CEVU) : Pas de représentant étudiant à la FCS, ce n'est pas acceptable. Le statut de PRES préfigure-t-il un statut de grand établissement ? Les frais d'inscription vont-ils augmenter ? Quel part pour notre université dans le financement annuel de 32 Millions d'€ ?

J. Bittoun : une structure est prévue pour un représentant étudiant à la FCS (*non élu*). Concernant les droits d'inscription : pas de modification avant 2020. Nous restons UPS (université Paris-Sud) dans ce processus jusqu'en 2020. La forme de grand établissement n'est pas mûre.

Constatons que les collègues ne veulent toujours pas entendre les arguments sur le caractère profondément politique du projet. D'où cette impression de décalage avec un projet sans tête après le changement de

gouvernement qui continue de courir sur sa lancée. Le calendrier n'est toujours pas remis en cause, malgré le changement de gouvernement et les assises qui se profilent. Le dernier point sur le découpage en schools montre bien que les collègues sont plus à l'aise pour discuter des questions techniques qui concernent leur discipline et leurs pratiques professionnelles plutôt que des motivations et des orientations du projet.

3- Exposés des GT

Deux types de groupes travaillent sur les découpages en schools. Ceux pilotés par la FCS, auxquels participent quelques collègues dans les composantes de l'université, et ceux du CAC (évolution du groupe Chappert, les experts). Très peu d'aller retour entre ces deux structures et encore moins avec le niveau des groupes de travail de notre université. Les schools ne sont pas définies. Concernent-elles que la recherche, que l'enseignement, les deux ? Quelles seront leurs missions ? Simple vitrine pour la cohérence de l'offre de formation ou structure de répartition des budgets et des postes ?

Dans chaque exposé une remarque revient à chaque fois : inorganisation des groupes de travail avec des réunions annoncées la veille pour le lendemain (ou le matin pour l'après-midi), les participants à ces groupes sont mal définis et donc mal informés, déficit de compte-rendus (et quand ils existent, comptes rendus orientés), flou des questions abordées...

Les exposés des collègues portent principalement sur le périmètre des schools et leurs missions (voir ci-dessous). Au cours de ces présentations, J. Bittoun se pose soudain la question de la définition d'une school... Il en ressort une impression de confusion :

- *Sur la définition-même du concept de « school »*
- *sur les réelles marges de liberté qui existent sur la définition du nombre et du type de « schools »*
- *sur l'articulation formation/recherche dans les schools et/ou dans les départements*
- *sur la volonté de J. Bittoun de changer la méthode et le calendrier empruntés jusqu'à présent*
- *sur la partie de UPSud qui s'engage dans un premier temps : car si seules quelques formations et laboratoires d'excellence s'engagent, qu'aurons-nous gagné ?*

Tout cela, rappelons, n'empêchant pas que le 11 juillet un séminaire de la FCS est censé faire des choix sur ces schools contraignants pour le quinquennal et l'avenir.

3.1 Basics Science

Le labo est la brique de base recherche, il se rattache à un département, à une ou plusieurs schools

Une school est une vitrine mettant en avant les formations, un département est scientifique et disciplinaire. Il peut être transversal aux schools.

Deux visions de la notion de département :

- collection de labos, élaboration d'une politique scientifique et d'une stratégie de recherche
- lieu de rassemblement des compétences, métiers et savoir-faire mutualisation partage de plates-formes et d'animation scientifique.

L'UFR Sciences soutient la seconde option, mais pas de convergence à ce jour. Ne pas couper le lien formation-recherche la school doit former du L1 au D.

Inquiétude par rapport à l'interdisciplinaire exacerbée. Assurer une cohérence disciplinaire.

Les écoles doctorales relèvent-elles des schools ou des départements ?

3.2 Life Sciences and Medicine

Deux schools distinctes proposées dans le schéma initial : life sciences/médecine. Mais où va la pharmacie ?

Créer une seule school répond à ce problème. Mais elle pose un souci par sa taille sans doute excessive. De plus les thématiques agro-alimentaire, agriculture portées par l'INRA et Agroparitech perdent en visibilité. Ces institutions préfèrent ainsi deux ou trois schools distinctes.

3.3 Engineering

Périmètres scientifique : Sciences de l'ingénieur et STIC.

Filières de formation : Diplôme d'ingénieur, Master, Doctorat.

La school of Engineering n'est-elle au final qu'un rassemblement des Écoles d'ingénieurs ?

N. Bensimon (directrice IUT d'Orsay) déplore :

- Les comptes-rendus ne rendent pas compte. Les infos n'arrivent pas à temps.
- Le mot "technicien" n'apparaît nulle part dans les deux Schools Basics Science et Engineering.
- Les IUT ne sont pas associés, notamment sur les profilages des postes.

Pour S. Retailleau (doyenne UFR Science), il faut parler des postes. Mais les discussions dans les groupes de travail n'ont pas atteint ce niveau.

Les Schools ne seraient plus de simples vitrines. On serait susceptible d'y discuter budget et postes...

3.4 Business (B), Economics, Social Sciences (ESS)

Deux schools distinctes sont évoquées :

- Business (B),
- Economics Social Sciences (ESS).

Périmètre : Droit, Economie, Management, Science du sport et société, sociologie, et Science humaines.

Pour les collègues de l'université, il faut réunir les deux schools : importance de l'affichage du droit, interdisciplinarité des STAPS, imbrication des sciences économiques et du management dans le paysage académique national et international, atteindre une taille raisonnable pour cette school (la school Business ne contient que HEC), éviter toute scission de l'undergraduate, empêcher l'appauvrissement de la recherche en science de la société.

Une étudiante (élue Confédération étudiante) se pose des questions sur l'attractivité d'une telle school dont l'affichage semble touffu.

J. Bittoun se pose soudain la question de la définition d'une school... (*voir plus haut*)

3.6 Statuts du futur établissement (J. Bittoun)

Gouvernance de l'IDEX 2012-2014 : assemblée de 19 établissements, gouvernance transitoire pour mener vers la structure Paris-Saclay (UPSa). J. Bittoun ne souhaite pas de collégialité à ce niveau ; la démocratie reste dans Université Paris-Sud (UPS), les représentants UPS doivent s'exprimer dans la gouvernance UPSa avec une voix prépondérante ou des voix en proportion au poids de notre université.

Obtenir une gouvernance de l'IDEX non démocratique pour lui faire perdre de la légitimité est au mieux une stratégie bien dangereuse, au pire un marché de dupe. Comment un tel projet peut se concevoir sans la participation des personnels concernés, sans celle des représentants élus. Il est illusoire de penser que le CA UPS gardera un pouvoir de décision. Il l'a perdu depuis longtemps entraîné par le discours du « train qui risque de partir nous laissant au bord du quai », mais surtout du fait que la FCS peut se passer de son avis pour continuer de prendre des décisions structurantes (cf. convention FCS-ANR).

Sénat académique : rôle d'observation, force de propositions.

Le sénat académique serait le lieu où les « scientifiques » donneraient un avis consultatif. Regroupement d'experts non élus, cette assemblée « des sages » ne peut prétendre être une expression des personnels concernant les orientations scientifiques du pôle Paris-Saclay. Là encore nous sommes aux antipodes des règles élémentaires de démocratie collégiale auxquelles les élus des listes FSU sont attachés.